



**INDE**

*Depuis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement hindou, les chrétiens sont persécutés en toute impunité.*



Dirigeant	Premier ministre Narendra Modi
Population	1,3 milliard
Nombre de Chrétiens	63,9 millions
Religion principale	Hindouisme
Gouvernement	République Fédérale

## CONTEXTE

Le pays a opéré un repli sur le nationalisme religieux avec la victoire électorale en 2014 du Bharatiya Janata Party, un parti nationaliste hindou, amenant au pouvoir Narendra Modi. Cette élection a entraîné une radicalisation de la société et une montée en puissance de l'hindouisme radical. Les extrémistes hindous, protégés par le gouvernement, agissent en toute impunité, d'où une augmentation constante des persécutions contre les chrétiens.

Dès les 3 premiers mois après l'élection, les persécutions contre les minorités ont fortement augmenté. En 2014, 147 faits de persécution contre les chrétiens ont été signalés. Le nombre est passé à 181 en 2015, à 443 en 2016. Pour 2017, 410 faits violents de persécution ont été recensés au premier semestre.

Le gouvernement a clairement annoncé son intention de « purifier » l'Inde du christianisme et de l'islam par tous les moyens. Cette politique laisse supposer un accroissement de la violence dans les années à venir.

## SITUATION DES CHRÉTIENS

Tous les chrétiens sont concernés par la persécution, étant donné qu'ils sont considérés comme étrangers à la nation par les hindous radicaux.

Les chrétiens d'arrière-plan hindou sont constamment mis sous pression pour revenir à l'hindouisme, notamment par des campagnes connues sous le nom de Ghar Wapsi (retour à la maison). Ils sont souvent agressés physiquement, et parfois tués.

### **EXEMPLES DE PERSÉCUTION**

1er septembre 2017 - 150 chrétiens réunis pour prier dans une maison de Dabli Rathan (État du Rajasthan) ont été assaillis à coups de bâtons par une cinquantaine d'extrémistes hindous.

15 juillet 2017 - Le pasteur Sultan Masih (47 ans) a été abattu par deux tueurs à moto devant l'église dont il était responsable à Ludhiana au Pendjab.

29 janvier 2017 - Alors que 90 chrétiens étaient réunis dans l'église de Dalli Rajhara, ville minière de l'État de Chhattisgarh, environ 300 hindous massés à l'extérieur ont frappé ceux qui osaient sortir, y compris les femmes et les enfants. L'église a été fermée sur ordre des autorités.

**Connaissez-vous la région d'Inde la plus violente contre les chrétiens ?** -Publié le 24 juillet 2018



Chrétiens harcelés par des extrémistes hindous dans leur église puis arrêtés par la police dans le district de Jaunpur, le 27 Mai 2018

Avec 26 attaques brutales contre les chrétiens durant les 6 premiers mois de l'année, l'État d'Uttar Pradesh devient la région d'Inde où les chrétiens sont le plus violemment persécutés.

De janvier à juin 2018, au moins 26 attaques violentes ont été perpétrées contre les chrétiens dans l'État d'Uttar Pradesh en Inde. Sur la même période, 76 crimes de haine basés sur l'identité religieuse y ont été recensés. (chiffres : ONG ADF-India et Project Dolto)

### **L'État encourage ces persécutions**

Dans ces affaires, les forces de l'ordre agissent souvent conjointement avec des groupes nationalistes hindous. Selon des sources locales, l'État encourage ces persécutions car des membres de groupes nationalistes violents font partie du gouvernement local et s'en prennent aux chrétiens.

«Les attaques violentes que subissent les minorités chrétiennes dans l'État d'Uttar Pradesh font partie d'une machinerie étatique ; c'est une violence sponsorisée par l'État. Les agresseurs savent que les chrétiens des zones rurales peuvent être particulièrement ciblés», déclare un observateur local.

«Ils ont commencé à battre tout le monde !»

Récemment, le pasteur Sanjay Kumar a été accusé d'avoir «sciemment rejoint et maintenu une assemblée de cinq personnes ou plus après qu'elle ait été dissoute» et pour avoir «promu l'hostilité entre les classes, les races ou les religions, et mené des études bibliques et des réunions de prière.» Il a été arrêté 3 fois en l'espace de 9 mois. Le pasteur Sanjay Kumar doit payer une amende de 50 000 roupies (621€) pour avoir continué à réunir des chrétiens après que la police ait interrompu le culte dimanche 29 octobre 2017 à son église.

Le dimanche 15 juillet dans le village de Birner, district de Kaushambi, la police, accompagnée de jeunes des milices Hindu Yuva Vahini (HYV) et Vishwa Hindu Parishad (VHP), a encerclé une église de maison, forçant les chrétiens à arrêter la réunion, pour la 6ème fois depuis 2017.

Le 2 juillet, les villageois chrétiens de Kashirampur chantaient des cantiques lorsqu'ils ont été interrompus par des extrémistes hindous. «Ils ont commencé à battre tout le monde ! Aussi bien les enfants que les aînés, avec des bâtons en bois», selon le pasteur Sanjay Kumar. Dans ce cas précis, la police a changé la narration des faits à l'avantage des agresseurs. Les chrétiens ont été, eux, accusés d'inciter à l'hostilité entre les classes sociales.

Le 18 juin, un groupe de militants de Bajrang Dal, une autre organisation nationaliste hindoue, a agressé Dipender Prakash Maleywar, un pasteur, prétextant qu'il avait converti, de force, 11 hindous au christianisme.

**Inde : 15 chrétiens accusés de conversions forcées** -Publié le 19 juin 2018

À Jharkhand, en mai, 15 chrétiens ont été accusés de conversions forcées

En Inde, 7 États appliquent la loi anticonversion. Dans celui de Jharkhand, à l'Est du pays, 15 chrétiens ont été accusés de conversions forcées.

En Inde, Jharkhand fait partie des 7 États qui ont adopté une loi anticonversion. Une loi qui entraîne des discriminations envers les minorités religieuses. Ces dernières semaines, 15 chrétiens en ont été victimes.

Le 29 mai, dans le quartier de Simdega, à Podkher, 4 chrétiens ont été arrêtés. Il s'agit d'un couple chrétien qui devait se marier le 30 mai, leur pasteur et son assistant. Ils ont été placés en détention et " inculpés en vertu de l'article 4 de la loi de 2017 sur la liberté de culte à Jharkhand, qui rend la conversion religieuse condamnable ", selon Christian Solidarity Worldwide, une organisation chrétienne qui défend la liberté religieuse et les Droits de l'Homme. Les 4 devront, s'ils sont reconnus coupables, purger une peine de 3 ans de prison ou payer 50 000 roupies (629 €).

11 autres chrétiens, du district voisin de West Singhbhum, se sont rendus à une réunion de prière. Accusés de conversions forcées début mai, ils font l'objet d'une enquête. Ils ont fui de chez eux par peur d'être arrêtés.

La loi anticonversion légalise les discriminations

Sous l'appellation «Acte de liberté religieuse» orchestrée par les nationalistes hindous du parti BJP, la loi anti-conversion stipule que nul ne peut changer de religion par la force, la séduction ou des moyens frauduleux. Toute conversion doit être signalée aux autorités. Sous couvert de respect des libertés, cette loi très restrictive vise en réalité à interdire la propagation de la foi chrétienne. Une simple plainte en vertu de cette loi suffit pour obtenir l'arrestation d'un pasteur ou d'un chrétien qui témoigne de sa foi.

Jharkhand, situé à l'Est du pays, applique la loi anticonversion depuis 2017. Il est dirigé par le BJP, parti nationaliste hindou, celui du Premier ministre d'Inde, Narendra Modi.

Les autres États sont ceux de Madhya Pradesh, Chhatisgarh, Odisha, Gujarat, Himachal Pradesh et Uttarakhand (ce dernier a adopté la loi en avril 2018).